

— Mon cher, vous comprenez bien que je ne suis pas de ces écervelés à tendresse exagérée. Pour vous dire que c'est de l'amour, non. Pour vous dire qu'elle me déplaît, non. C'est une personne bien convenable et que j'apprécie.

Monsieur Banal a perdu son père. Il a été très-bien jusqu'au cimetière. Bonne tenue, suffisamment douloureuse. Mais la cérémonie achevée, il a remis son mouchoir dans sa poche et en revenant avec un de ses cousins.

— Pauvre père !... Voilà tout terminé !... Il va bien falloir que je m'occupe d'arranger les affaires à présent... Car enfin, il faut se faire une raison. Il n'était pas de ces plus jeunes. J'ai rendez-vous à dix heures avec le notaire. Hélas ! nous sommes tous mortels !... Quatre-vingts ans moins un mois... A cet âge là, on commence à avoir fait son temps. Je ne l'oublierai pas, mais on ne vit pas avec les morts, mon Dieu !

Vous l'avez maintenant vu en pied, de profil et de face. Monsieur Banal, c'est la routine fusionnée avec l'égoïsme, la médiocrité combinée avec le lieu commun.

Pas d'élan, pas de passion, pas de sobriété. Tout cela dérange.

Rien qui tressaille mal à propos, rien qui vibre en dehors de la formule.

Eh bien ! moi, je vous l'affirme, grâce à sa nullité qui ne lui crée pas d'envieux, à sa platitude qui ne heurte personne, Monsieur Banal est du bois dont sont faits les gens qui se fauillent.

Maint homme de génie restera en route. Monsieur Banal arrivera au bout.

Concluez. Monsieur Banal arrivera au bout.

PIERRE VÉRON.

Les personnes qui nous adressent l'ELECTEUR sont priées de nous envoyer le montant de leur abonnement qui ne peut être moindre que de six mois. Si elles ne veulent pas s'abonner, elles sont priées de le renvoyer.

QUEBEC:

SAMEDI, 30 MARS 1867.

NOTRE ARMÉE.

Il n'est peut-être pas hors de propos de jeter un coup d'œil sur le parlement d'Angleterre et d'attirer l'attention sur les discours qui y sont prononcés à propos de la Confédération.

Nous y voyons que l'Angleterre compte excessivement sur le chauvinisme de nos compatriotes à son endroit et qu'elle veut largement exploiter une loyauté qui friserait le ridicule, elle était vraie afin de diminuer ses dépenses sur ce continent et d'épargner le sang de ses soldats. Tout en approuvant l'Angleterre d'être ainsi avare de son sang et de son or, nous croyons de voir la blâmer de faire un bon marché de nos finances et d'être si peu soucieuse du sang des soldats Canadiens.

Si la Nouvelle-Ecosse, au dit lord Normanby, avec une population de 300,000 âmes peut mettre 50,000 miliciens sur pied, le nôtre pas, pourquoi l'Amérique britannique du Nord, avec une population de 4,000,000 ne pourrait pas produire une milice enlée de 400,000 à 500,000 hommes. Sur ce nombre un contingent pourrait être tenu chaque en exercices constants, afin de maintenir sur ce pied l'organisation du corps entier. Avec une pareille force soutenue par ce pays le Canada devrait être en état de se défendre avec efficacité.

Et nos ministres et la presse anglaise applaudissent l'offre de semblables parties. Ainsi les colonies vont être appelées à mettre 500,000 hommes sur pied, à organiser une armée formidable et capable de résister seule et avec efficacité à l'ennemi.

Il est clair qu'un anglo-saxon seul appuyé de quelques traités canadiens, peut s'imaginer que nous qui sommes la Confédération, ne sommes pas en état de résister à l'ennemi.

qu'un peuple de moins de 4 millions nous serons capables d'enrégimenter 4 fois plus de soldats que ne peut le faire l'Angleterre avec une population de 30 millions d'âmes. D'ailleurs une simple réflexion démontre l'impossibilité d'une semblable levée d'hommes. Le parti mâle de la population ne se compose au plus que de 2 millions, comment alors, après avoir déduit les vieillards et les enfants, pourrions-nous prendre le quart de ces deux millions pour en faire des soldats. A ce compte tout enfant de 12 à 15 ans serait forcé de prendre le mousquet et de porter l'habit rouge.

En supposant même chose impossible, que nous pourrions réussir à lever cette armée, quelle serait la raison d'une telle levée en masse ? Serait-il de l'intérêt bien entendu du pays d'aller arracher cette masse d'hommes à l'industrie et à la culture, d'aller vider nos ateliers et faire le désert dans nos campagnes ?

Mais pour mettre tout un pays sur un pied de guerre, pour faire de chaque citoyen un soldat toujours prêt à faire le coup de feu, il faut que les populations aient de sérieuses appréhensions, soient menacées d'une guerre imminente des la part d'une puissance ennemie ! Cela peut se faire en Europe où les têtes couronnées, ou les rois de part et d'autre, sont toujours sur le qui-vive, ne se maintenant que par la guerre, mais ici en Amérique, ici en Canada, qu'avons-nous à craindre ? Quelle cause de guerre fournissons-nous à nos voisins ? nous en voyons pas, si ce n'est de la part de l'Angleterre qui jalouse une puissance voisine des colonies et qui la dépasse. Quant à nous nous ne fournissons à l'Amérique aucun prétexte de lutte.

Si nous sommes attaqués, personne ne doute que la cause de l'attaque ne partira que de la métropole. Ne serait-il pas juste alors qu'elle fournît les soldats, au moins en grande partie, elle qui aura causé la guerre, elle qui nous aura amené les désastres qui en sont la suite ? Ce sera déjà une large contribution que celle de consentir à voir notre pays changé en un vaste champ de bataille, à subir les terribles dévastations qui s'en suivront, à voir le commerce paralysé, l'industrie anéantie, la misère trônant

fournir à la métropole. Faudra-t-il en outre lui donner notre sang jusqu'à la dernière goutte ! C'est douloureux.

L'Angleterre semble nous annoncer qu'elle est bien disposée à ne rien faire pour notre défense en cas de besoin. Tous ses efforts se borneront sans doute à nous envoyer pour gouverneurs quelques nobles lords mendicants cherchant fortune, et à nous exploiter comme toujours au profit de ses marchands. Pour nous sourire, une semblable perspective est loin de nous ne nous va pas du tout, et nous l'avons sincèrement, si le joug colonial s'allourdît ainsi chaque jour il deviendra bientôt intolérable.

Nous le répétons, nous sommes convaincu que les Etats-Unis sont disposés à vivre en paix avec nous, si jamais ils nous attaquent c'est qu'ils y auront été forcés par les injustices et les provocations de la métropole, c'est que les défis ridicules et insolents des journaux ministériels à leur adresse auront enfin atteint leur but et excité la colère du puissant voisin.

Vivons en amis avec les Etats-Unis, ne leur prodiguons pas les insultes gratuites et quotidiennes et nous serons à l'abri de tout danger. Ne montrons pas que nous ne visons qu'à agir en ennemis avec eux et à détruire leur influence et leur forme de gouvernement, ne disons pas, par exemple, comme M. Cauchon que nous devons jouer au Nord le rôle du Mexique au Sud, et agir comme contre poids dans la balance quand seront pesés les destinées de l'Amérique du Nord, que nous aurons le bon vouloir la protection et même au besoin l'appui matériel des grandes puissances européennes. En parlant ainsi nous nous exposons à voir bientôt briser l'œuvre préparée pour perdre les Etats-Unis. Et qui les briserait de détruire cette œuvre, ce gouvernement, avant qu'il soit fort.

Ne vilisons pas comme certain journal qu'il est bon d'avoir un coin de terre conservé aux traditions monarchiques pour en faire un point d'appui d'où l'on puisse s'opposer aux empiétements républicains et veiller aux intérêts de la liberté. Tout ceci est une idée digne de ridicule. Jamais on ne réussira à greffer un plantin monarchique ici, le sol est trop chaud pour de froides têtes couronnées. Le peuple se prononcera énergiquement bientôt contre ces attaques continuelles qui ne nous attirent que des malheurs et qui nous font perdre le respect de nos institutions.

Esperons que nos compatriotes vont être sur leurs gardes. Nul doute que cette armée d'un demi-million est un projet aussi ridicule que stupide, mais nos ministres viendront avec ce projet dans le gouvernement fédéral. Il faudra là des hommes héroïques prêts à repousser toute tentative qui aurait pour but de nous appeler, d'appeler nos frères, nos frères, sur le champ de bataille, dans moins sous la capote du soldat et dans les chemises anglaises. Il faudra que nos représentants, quels qu'ils soient, s'engagent sur l'honneur à repousser toute semblable proposition. Cet engagement solennel devra faire partie du programme politique de chaque candidat.

Le Mercury de cette ville revient à la charge sur la confédération.

que la confédération est accomplie, à transférer au gouvernement local la gestion des affaires municipales et à élargissant, dans ce sens, la sphère des attributions des législatures, ses dernières ne trouveraient à avoir quelque besogne à accomplir, sans quoi, si on ce jour leurs occupations ne s'exerceraient que dans un cercle très restreint. C'est un avis on en conviendra, qui donne singulièrement raison à ceux qui voient dans le gouvernement central une machine à absorber toutes les législatures, sous prétexte qu'elles finissent par devenir des espèces de corporations municipales, aussi ils veulent les transformer immédiatement en véritable corporations, pour avoir raison plus vite probablement.

Ceux qui ont rêvé de l'administration de nos affaires civiles par deux ou trois commissaires, voudraient maintenant, faire gérer et contrôler ces affaires par des députés appelés à voter sur des améliorations d'un intérêt général et sur de simples travaux d'utilité. Sans s'occuper des inconvénients considérables qu'il y aurait à faire fonctionner un pareil système, politique et municipal en même temps, on s'attache, comme l'an passé, à mettre en relief tous les prétendus maux que produisent les municipalités. Pourtant il va de soi que la perception des axes et les améliorations locales seront laissées aux influences locales, d'autres prendront la des proportions plus considérables que celles qui l'exercent dans la sphère des corporations municipales.

Nous aurons probablement occasion de revenir sur le sujet; mais, en attendant, nous avons pensé qu'il était bon de signaler à l'attention de nos lecteurs les opinions qui commencent à se faire jour sur les attributions des législatures sous notre régime monarchique.

LA LEGISLATURE LOCALE.

Lorsque la presse de l'opposition annonçait que le but du gouvernement anglais était l'union législative de toutes les provinces et que la Confédération était le premier pas vers cet état de choses, la presse ministérielle jetait les hauts cris et accusait ses adversaires des nobles épithètes dont est formé son vocabulaire. Les titres de démagogue, d'impie, de calomnieux s'ornaient chaque article ministériel. Malheureusement les discours des lords anglais viennent encore de donner raison à l'opposition et de mettre à nu la trahison des ministres et la lâcheté de leurs journaliers. Au sujet de ce qu'on dit M. Cardwell nous dit: "On doit avoir en vue de donner à chaque province le caractère d'une municipalité." Est-ce là le but de la Confédération? Est-ce là le but de la législature locale et fédérale? Est-ce là le but de la législature provinciale? Ainsi on donne cyniquement que nos législatures n'auront entre les mains que des pouvoirs municipaux, que le gouverneur général aura les moyens de déterminer promptement toute difficulté qui s'éleva entre le gouvernement fédéral et la municipalité provinciale. Est-ce là un homme sincère, connaissant l'histoire de son pays et de ce qu'on fait la plupart de nos gouvernements anglais, qui nous dira que le gouverneur général aura beaucoup de sympathie pour les bas-canadiens français et catholiques? Est-ce là un homme sincère, qui nous dira qu'il est bon de donner à nos provinces le caractère de la municipalité? Est-ce là un homme sincère, qui nous dira qu'il est bon de donner à nos provinces le caractère de la municipalité? Est-ce là un homme sincère, qui nous dira qu'il est bon de donner à nos provinces le caractère de la municipalité?